

Monsieur le Président,

Avant d'entrer dans le vif du sujet, permettez-moi tout d'abord de féliciter Monsieur Lake pour sa nomination à la tête du Fonds des Nations Unies pour l'enfance. Nous sommes persuadés qu'il saura faire bénéficier le Fonds de la riche expérience et du grand savoir acquis au cours de sa longue et prestigieuse carrière de service public. Ses liens avec l'UNICEF sont anciens, son dévouement pour les enfants, nous le savons, entier.

Le mandat qui vient de s'ouvrir coïncide avec la dernière ligne droite en vue de la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement. Un rôle particulier revient dans ce contexte au Fonds des Nations Unies pour l'enfance et une lourde responsabilité à son Directeur général. Nous sommes confiants que Monsieur Lake saura y faire face et il pourra compter sur notre soutien continu à cet égard.

Monsieur le Président,

En ce qui concerne le rapport annuel 2009 du Fonds qui vient d'être présenté par le Directeur général (E/ICEF/210/9), nous tenons à remercier le Fonds pour les efforts faits en vue d'une présentation plus succincte et d'une meilleure analyse des résultats obtenus, des progrès accomplis et des difficultés rencontrées ainsi que des enseignements tirés.

Le Luxembourg porte une attention particulière aux priorités thématiques « éducation de base et égalité des sexes » et « survie et développement du jeune enfant » que nous soutenons de manière conséquente par des contributions annuelles. D'importants résultats ont été obtenus dans ces deux priorités thématiques et le rapport du Directeur général les passe brièvement en revue.

Nous estimons opportun de se concentrer à l'avenir encore davantage sur une analyse stratégique des résultats obtenus et une présentation honnête des problèmes encourus, assorties de recommandations concrètes en vue d'atteindre les objectifs non réalisés.

Nous invitons par ailleurs le Fonds à continuer de développer des partenariats stratégiques tout en cherchant d'élargir sa base de donateurs, notamment en ces temps de crise. Une évaluation critique des résultats obtenus et des ressources investies dans son programme global de partenariats s'impose toutefois.

Nous saluons également les efforts engagés par le Fonds pour améliorer ses activités et sa gestion axées sur les résultats ainsi que son approche du budget en s'alignant sur d'autres institutions. Dans ce contexte et dans un souci de transparence mais aussi de responsabilisation, il nous paraît important que le Fonds mette en œuvre avec succès les Normes comptables internationales pour le secteur public (normes IPSAS) et ce endéans les délais ainsi que les moyens budgétaires alloués. L'harmonisation et une coopération accrues entre les organismes des Nations Unies nous semblent essentielles pour arriver à une meilleure programmation et une efficacité accrue de l'aide notamment dans le contexte de programmes communs. Nous nous félicitons de ce fait du soutien que le Fonds apporte aux efforts en matière de cohérence du système, et l'invitons à poursuivre et renforcer encore ce soutien et à œuvrer de manière continue à réduire les doublons.

Nous invitons enfin le Fonds à poursuivre ses efforts en vue de donner aux quatre droits de base repris dans la Convention relative aux droits de l'enfant - la survie, le développement, la protection et la participation des enfants - l'attention qu'ils méritent au niveau des activités développées par

l'UNICEF et de mettre les enfants - surtout la protection des enfants et la défense des droits de l'enfant - sur le devant de l'agenda du développement.

Monsieur le Président,

Avant de conclure, permettez-moi de rappeler que l'UNICEF est depuis des années l'un des principaux partenaires multilatéraux de la Coopération luxembourgeoise. C'est ainsi qu'en 2004 l'UNICEF et le Luxembourg ont signé un accord-cadre de coopération à durée non limitée qui prévoit des contributions prévisibles au budget et aux activités du Fonds.

Les contributions volontaires du Luxembourg au budget du Fonds sont ainsi passées de 770.000 euros en 2004 à 2.650.000 euros en 2010 alors que les contributions aux priorités thématiques du Fonds, l'éducation de base et l'égalité des sexes ainsi que la survie et le développement du jeune enfant, ont été portées d'un million euros en 2004 à 2.450.000 euros en 2010.

L'UNICEF pourra compter sur le soutien et l'engagement continu du Luxembourg, y compris en ces temps de crise financière et économique.

Pour la Coopération luxembourgeoise, il est essentiel d'avoir des partenaires solides avec des capacités et des objectifs de développement bien définis tels que l'UNICEF.

Je vous remercie de votre attention.